

Pourquoi la Commission Européenne doit choisir le label nutritionnel Nutri-Score

12 mai 2023

Dans le cadre de sa stratégie de la ferme à la table, la Commission européenne (CE) a annoncé son intention d'introduire un étiquetage nutritionnel harmonisé et obligatoire sur le devant de l'emballage (FOPNL) dans l'Union européenne (UE) d'ici la fin de 2022. La Commission envisage actuellement plusieurs types de FOPNL pour créer un système d'étiquetage harmonisé entre tous les États membres. Le rapport « **Pourquoi la CE doit choisir le label nutritionnel Nutri-Score - un outil de santé publique basé sur des preuves scientifiques rigoureuses - comme étiquetage nutritionnel obligatoire harmonisé pour l'Europe** » est une contribution scientifique de scientifiques et de professionnels de la santé européens expliquant pourquoi ils soutiennent le FOPNL. Le Nutri-Score sera choisi comme étiquette nutritionnelle obligatoire harmonisée pour l'Europe.

Ce rapport est une contribution scientifique qui **vise à rappeler à la Commission européenne la nécessité de placer la science et la santé publique au premier plan dans leur décision de mettre en place un logo nutritionnel unique et obligatoire en Europe**, et de ne pas céder à l'influence des intérêts économiques privés.

The Group of European Scientists & Health professions supporting Nutri-Score



Communiqué de presse

11 mai 2023

Un groupe de 320 scientifiques et professionnels de santé publie un rapport scientifique expliquant « Pourquoi la Commission européenne doit choisir le logo nutritionnel Nutri-Score - un véritable outil de santé publique s'appuyant sur des preuves scientifiques rigoureuses - comme le logo nutritionnel unique et obligatoire pour l'Europe »

Dans le cadre de sa stratégie "Farm to fork", la Commission européenne s'est engagée en 2021, à proposer un logo d'information nutritionnelle destiné à être apposé de façon obligatoire sur la face avant des emballages des aliments à l'échelle de l'UE d'ici 2023. Depuis cette annonce, de puissants lobbys se sont fortement mobilisés pour empêcher que le Nutri-Score ne soit choisi comme logo unique et obligatoire pour l'Europe, ou à défaut en retarder l'adoption, ou encore proposer un logo alternatif notoirement inutile pour les consommateurs et la santé publique.

A l'origine des pressions anti-Nutri-Score, on retrouve les grandes entreprises alimentaires qui s'opposent depuis toujours à son implémentation (*comme Ferrero, Lactalis, Coca-Cola, Mars, Mondelez, Kraft...*) ainsi que *certains secteurs agricoles, notamment ceux du fromage et des charcuteries et leur puissante représentation européenne COPA-COGECA*). Ces actions de lobbying ont été et sont encore relayées au niveau des structures européennes par divers partis politiques et des politiciens qui leur sont proches, et également par le gouvernement italien (particulièrement depuis les dernières élections italiennes) instrumentalisant Nutri-Score comme un complot de l'Europe contre les produits "Made in Italy".

Bien que ce lobbying s'appuie sur des arguments absurdes et malhonnêtes et de nombreuses "fake news", il semble avoir été suffisamment efficace pour amener la Commission européenne à ne pas tenir ses engagements par rapport aux dates qu'elle avait initialement annoncé pour sa prise de décision concernant l'évolution de la réglementation européenne concernant l'étiquetage nutritionnel des aliments.

En effet, en dépit des arguments scientifiques extrêmement robustes et de l'expression d'une forte demande sociétale en faveur du Nutri-Score (de la part des associations de consommateurs, de nombreuses ONG et même de certains opérateurs économiques...), les déclarations récentes de certains représentants de la CE laissent entendre que la Commission pourrait finalement ne pas retenir

le Nutri-Score comme logo nutritionnel obligatoire pour l'Europe, considérant qu'il est trop « polarisant ». Aucun argument scientifique ou de santé publique ne vient justifier cette prise de position, mais plutôt une raison fallacieuse: Nutri-Score ne serait pas acceptable uniquement du fait qu'il suscite l'opposition de certains groupes économiques et politiques... La Commission parle d'une situation « complexe », alors qu'il est notoire que son hésitation est liée aux pressions des lobbys et notamment à l'opposition violente de l'Italie, qui défend les intérêts commerciaux de certains de ses secteurs agroalimentaires. L'Italie (et les lobbys qui sont derrière) a d'ailleurs proposé, comme alternative au Nutri-Score, son propre système d'étiquetage nutritionnel, le Nutrinform, un logo monochrome non interprétatif très similaire au modèle GDA/RI que les industriels avaient proposé dans les années 2000 (et affichés sur les emballages pour certains d'entre eux), et dont la totale inefficacité à guider les choix des consommateurs a été établie par de nombreuses études. La CE tient donc un discours inquiétant, niant les preuves scientifiques concernant l'utilité d'un logo nutritionnel harmonisé dans le contexte européen et les travaux démontrant l'efficacité du Nutri-Score pour la santé des consommateurs.

Compte-tenu du retard actuel, voire de l'absence de prise d'une décision permettant l'adoption d'un logo nutritionnel obligatoire efficace sur le face avant des emballages des aliments au niveau de l'Union européenne ou encore le risqué d'adoption d'un étiquetage nutritionnel non fondé sur des preuves scientifiques, 320 scientifiques et professionnels de santé travaillant dans les domaines de la nutrition, l'obésité, la santé publique, la médecine préventive, l'endocrinologie, la cancérologie, la cardiologie, la pédiatrie, la psychologie, le droit européen et le marketing social, réunis dans le cadre du « Groupe de scientifiques et de professionnels de la santé européens soutenant Nutri-Score », se sont mobilisés pour faire entendre leur voix dans le débat actuel. Dans cette finalité, ils publient aujourd'hui un rapport scientifique de 61 pages (comprenant 105 références bibliographiques) : « *Pourquoi la Commission européenne doit choisir le logo nutritionnel Nutri-Score - un outil de santé publique reposant sur des preuves scientifiques rigoureuses - comme le logo nutritionnel harmonisé et obligatoire pour l'Europe* » mettant en lumière des arguments très forts en faveur du choix du Nutri-Score :

1) les très nombreuses études scientifiques réalisées au cours des

dernières années dans une vingtaine de pays qui, d'une part, valident l'algorithme qui sous-tend le calcul du Nutri-Score (notamment des études de cohortes impliquant plus de 500 000 sujets avec un suivi à long terme) et d'autre part, démontrent son efficacité pour aider les consommateurs à orienter leur choix vers des aliments de meilleure qualité nutritionnelle et donc plus favorables à leur santé (*au travers d'études réalisées dans des supermarchés virtuels, des magasins expérimentaux et des supermarchés réels*). Plus d'une centaine d'études ont été publiées depuis 2014 dans des revues internationales à comité de lecture démontrant l'intérêt du Nutri-Score, en particulier pour les populations défavorisées, ainsi que sa supériorité en termes de performances par rapport aux autres logos,

2) **la récente mise à jour de l'algorithme du Nutri-Score par un comité scientifique composé d'experts européens indépendants** qui a permis de corriger certaines de ses "limites" identifiées depuis sa mise en place et ainsi améliorer encore plus sa cohérence avec les recommandations nutritionnelles actuelles de santé publique,

3) **les conclusions du rapport du Centre commun de recherche européen (JRC) de la CE** publié en septembre 2022 qui conclut clairement que les consommateurs, y compris ceux à faibles revenus, préfèrent les logos simples, colorés et évaluatifs (comme Nutri-Score) par rapport aux logos monochromes non évaluatifs plus complexes (comme Nutrinform),

4) **les résultats de la consultation publique lancée par la CE** entre décembre 2021 et mars 2022 qui ont montré que la majorité des organisations de consommateurs et ONGs, les citoyens, les institutions de recherche et d'éducation et les autorités de santé publique soutiennent massivement un logo nutritionnel qui fournit des informations graduelles sur la qualité nutritionnelle globale des aliments (ce qui correspond totalement aux caractéristiques du Nutri-Score),

5) **le soutien de nombreuses associations scientifiques et sociétés savantes** européennes - notamment l'European Public Health Association (EUPHA), l'European Childhood Obesity Group (ECOG), l'European Heart Network (EHN),), l'European Academy of Paediatrics, United European Gastroenterology,...- **des associations de consommateurs** (en particulier le bureau européen des Unions de Consommateurs -BEUC- regroupant 46 organisations de consommateurs indépendantes de 32 pays européens) et **des ONG** telles que FoodWatch (présent

dans différents pays européens),

6) son adoption formelle et sa mise en œuvre dans 7 pays européens à ce jour (France, Belgique, Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Luxembourg et Suisse) qui ont permis de démontrer la faisabilité de son déploiement, le soutien fort des consommateurs qui l'utilisent largement et son impact sur les ventes des aliments dans les supermarchés conforme à ses objectifs.

Le rapport publié ce jour fournit également des réponses scientifiques à des questions qui peuvent être légitimement posées concernant Nutri-Score, mais qui sont souvent utilisées de façon malhonnête et surexploitées par les lobbys pour essayer de discréditer Nutri-Score:

- *pourquoi il ne prend pas en compte l'ultra-transformation des aliments;*
- *pourquoi il est calculé par 100 g/100 ml et non par portion;*
- *pourquoi il n'inclut pas tous les éléments nutritionnels et composants alimentaires d'intérêt;*
- *pourquoi il ne se substitue pas aux recommandations générales en matière de nutrition et de santé publique;*
- *pourquoi il ne constitue pas une attaque contre les aliments traditionnels et ne pénalise pas les produits AOP et IGP;*
- *pourquoi il n'est pas une menace pour le régime méditerranéen;*
- *pourquoi le système de batteries Nutrinform n'est pas une alternative légitime.*

Ce rapport très complet, rédigé et soutenu par de très nombreux scientifiques et professionnels de santé académiques a pour objectif de rappeler aux autorités européennes que leur décision de mettre en place un logo nutritionnel obligatoire pour l'Europe doit être basée sur la science et la santé publique et qu'ils ne doivent en aucun cas céder aux pressions des lobbys qui ne défendent que des intérêts économiques ! C'est pourquoi les scientifiques et professionnels de santé européens à l'origine de ce rapport (et le comité de soutien composé d'experts internationaux travaillant dans ce domaine) demandent à la Commission de proposer, dans les plus brefs délais, une législation pour adopter un étiquetage nutritionnel interprétatif obligatoire à l'échelle de l'UE qui soit basé sur la science, comme c'est le cas du Nutri-Score. Il est clair que l'adoption du Nutri-

Score en Europe contribuera à aider les consommateurs européens à tendre vers des choix alimentaires plus favorables sur le plan nutritionnel et à réduire leur risque de développer des maladies chroniques liées à la nutrition, telles que l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète, l'hypertension, les cancers... qui constituent des problèmes de santé publique ayant un coût humain, social et économique majeur dans toute l'Europe.

Il est évident que l'affichage obligatoire d'un logo nutritionnel, comme Nutri-Score, sur la face avant des emballages de tous les aliments ne résoudra pas à lui seul tous les problèmes liés à la nutrition, mais cette mesure contribuera à améliorer les apports alimentaires et le statut nutritionnel de la population (comme cela a été scientifiquement démontré par de nombreux travaux). Même si Nutri-Score est fondé sur des bases et des preuves scientifiques solides, il n'est qu'un élément d'une politique nutritionnelle de santé publique efficace. Mais cette mesure simple est importante pour aider les consommateurs à faire des choix alimentaires plus favorables à leur santé au moment de leur acte d'achat tout en poussant les industriels à améliorer la qualité nutritionnelle des produits qu'ils fabriquent.

Pour télécharger

- [le rapport scientifique](#) :

- [la liste des scientifiques et professionnels de la santé de l'UE qui l'approuvent \(ainsi que le comité international composé d'experts américains, brésiliens, australiens, néo-zélandais, japonais, chinois... soutenant cette initiative\)](#) :

<https://nutriscore-europe.com/members/>

Contacts pour plus d'informations :

- **Prof Serge HERCBERG** : Emeritus Professor of Nutrition, Sorbonne Paris North University (France) hercberg@eren.smbh.univ-paris13.fr

- **Dr Mathilde TOUVIER**: Director of the Nutritional Epidemiology Research Team (EREN) (France)

m.touvier@eren.smbh.univ-paris13.fr